

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 22 juillet 2020

Délibération n° : 21-2020

Objet : Constitution de la Régie de Recette pour les aires de carénage

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances des Collectivités et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 novembre 2017 ;

Par délibération n°12-2017 du 13 juillet 2017 actualisée par la délibération n°12-2020, le Conseil Syndical a autorisé le Président, par délégation, à pouvoir disposer de différentes délégations nécessaires à la bonne marche du Syndicat Mixte.

Par délibération n°31-2017 8 décembre 2017, il a également autorisé le Président à créer des régies en application de l'article L 3122-2 al. 8 du code général des collectivités territoriales en précisant que la création de chacune de ces régies devait faire l'objet d'une délibération individualisée.

Il est en outre possible d'allouer une indemnité de responsabilité aux régisseurs titulaires aux taux prévus par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001. Le cas échéant, une indemnité de responsabilité peut également être allouée aux mandataires suppléants dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle du 21 avril 2006.

La typologie des équipements gérés par le SMPBA génère des ressources spécifiques. Dans le cadre du développement des services proposés aux usagers des ports, le Syndicat Mixte crée des aires de carénage sur différents ports. La première de ces nouvelles aires est celle du port ostréicole d'Andernos qui va faire l'objet d'une prochaine mise en service.

Il convient donc de créer une régie de recettes dédiée aux aires de nouveau service.

Les aires doivent fonctionner du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les recettes concernées sont payées par les usagers par carte bancaire sur des équipements spécifiques mis en œuvre et gérés par le Syndicat.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 22 juillet 2020 décide :

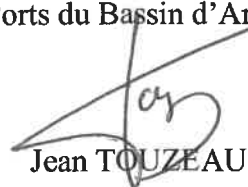
- De créer une régie de recette pour le fonctionnement des aires de carénages;
- D'allouer une indemnité de responsabilité au régisseur titulaire aux taux prévus par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001

De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Le Directeur du Syndicat Mixte (conformément à l'arrêté de délégation de signature n° 2020-47), et le comptable public assignataire de la Trésorerie d'Audenge sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait et délibéré à Audenge, le 22 juillet 2020

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.